

Holocauste en Roumanie

Un holocauste est le sacrifice par le feu d'un animal. Praticué par les Grecs dans le cadre des rituels chthoniens, il est présent aussi dans la tradition israélite. Utilisé dès le XIXe siècle dans les langues française et anglaise pour désigner le meurtre à grande échelle d'un groupe social ou ethnique, le mot devient l'un des termes employés après la Seconde Guerre mondiale pour tenter de caractériser le massacre systématique et ciblé des Juifs par l'Allemagne nazie, celui de « shoah » n'étant pas encore accepté.

Les jeunes générations doivent savoir ce qui s'est passé il y a au fond pas si longtemps, d'autant plus qu'actuellement nous vivons des événements qui renvoient à la même attitude : antisémitisme, racisme ou tout simplement intolérance – couleur de la peau, religion, origine etc. Des phénomènes qui n'ont rien à faire avec les principes de la démocratie acceptés en UE.

Persécution et extermination des Juifs en Roumanie

Les persécutions et exterminations des Juifs en Roumanie ont débuté en 1937 avec les mesures discriminatoires du gouvernement d'Octavian Goga, se sont poursuivies et aggravées en 1940 avec l'établissement de l'État national légionnaire, sont devenues systématiques en 1941 avec le régime Antonescu et ont cessé le soir du 23 août 1944 lorsque le maréchal Antonescu a été renversé et que la Roumanie a rejoint les Alliés. Elles ont concerné la communauté juive de Roumanie qui, au recensement de 1938, comptait près de 790 000 personnes. Les victimes ont été recensées par une commission d'enquête, la Commission Wiesel, qui a pris comme ressource les travaux historiques antérieurs mais aussi les archives militaires roumaines, accessibles depuis 1990.

Vue d'ensemble

En 1952, selon Raul Hilberg, seulement 53 % des 790 000 Juifs roumains de 1938 y vivaient encore. En 2003, le président de la Roumanie, Ion Iliescu, a institué une commission d'enquête présidée par Elie Wiesel pour faire le jour sur l'histoire de la persécution et l'extermination des Juifs sous le régime Antonescu : selon les conclusions de cette commission, les 47 % manquants (près de 380 000 personnes) avaient soit émigré de Roumanie vers la Palestine (environ 90 000 personnes) ou des régions ex-roumaines de l'URSS (36 000 personnes), soit ont été victimes du régime Horthyste après l'annexion de la Transylvanie du nord par la Hongrie (130 000 personnes dont 120 000 furent déportées vers l'Allemagne) ; respectivement du régime Antonescu lors de l'Opération Barbarossa (250 000 personnes devenues soviétiques par l'annexion à l'URSS des territoires où elles vivaient, dont plus de 120 000 périrent en Transnistrie ; à cela il faut ajouter environ 4 000 autres Juifs devenus soviétiques qui s'étaient enfuis vers l'est lors de l'attaque germano-roumaine, et qui furent rattrapés par les Einsatzgruppen et tués en Ukraine). Au total, parmi les 380 000 personnes manquantes, il y aurait 290 000 victimes et 126 000 déplacées ou émigrés. Comme la France de Pétain, la Roumanie d'Antonescu est un État qui s'est impliqué directement, au-delà des attentes des nazis, dans la déportation et la mise en œuvre de la destruction des Juifs d'Europe présents sur son territoire. Le régime Antonescu a pris part à la mort ou à l'expulsion de près de la moitié de sa population juive d'avant-guerre, mais s'est cependant désolidarisé du projet d'extermination nazi et a refusé en 1942 de laisser déporter des Juifs roumains vers les camps d'extermination allemands, ce qui explique que 53 % de la population juive a survécu à la période de la guerre.

Sur les 756 930 Juifs roumains de 1938, 420 000 changent de nationalité en 1940, lorsque la Roumanie cède de vastes régions à l'URSS, à la Hongrie ou à la Bulgarie, 369 000 conservent la nationalité roumaine et 356 237 apparaissent au recensement de 1951, mais au fil des années, la communauté s'étirole, émigrant vers Israël, vers la France ou vers les États-Unis, et les Juifs ne sont

plus que 146 274 au recensement de 1956, 24 667 au recensement de 1970, 9 670 au recensement de 1992, et 6 179 au recensement de 2002 (voir Démographie de la Roumanie). Par ailleurs, sur les 420 900 Juifs devenus soviétiques, bulgares ou hongrois en 1940, les deux-tiers ont péri entre 1941 et 1944, victimes des régimes de Ion Antonescu et Miklós Horthy. Entre un quart et un tiers des Juifs restés roumains ont également été victimes du régime Antonescu, soit 47 % des Juifs roumains de 1938.

Les Juifs en Roumanie après la chute d'Antonescu

Le 23 août 1944 la Roumanie rejoint les Alliés et le gouvernement du général Constantin Sănătescu abolit les mesures discriminatoires, mais 47 % de la communauté avait déjà péri, et les survivants se trouvent dans une situation de précarité que les conditions de guerre ne leur permettent pas de surmonter, d'autant que ceux qui ont profité suite au changement de nationalité des Juifs ne sont pas disposés de rendre les biens spoliés. Contrairement à une légende bien ancrée en Roumanie, les militaires de l'Armée rouge ne manifestent aucun empressement à rétablir les Juifs dans leurs droits : bien au contraire, ils ne se préoccupent que de leurs propres intérêts. Quant aux Juifs présents dans la direction du parti communiste, qui prend le pouvoir par le coup d'état du 6 mars 1945, et dont les plus connus sont Anna Pauker et Joseph Kichinevski, ils ne se comportent pas en juifs (ce serait du nationalisme petit-bourgeois ou pire, du cosmopolitisme) mais en communistes staliniens, et, à ce titre, bien des Juifs se retrouvent eux aussi en camp comme exploités, bourgeois ou comme éléments douteux, après la consolidation du régime en 1946-1947. Si le régime communiste permet la résurgence de théâtres et de journaux en yiddish, ainsi que de quelques orchestres Klezmer, ce folklore d'opérette, comme le folklore roumain, magyar ou saxon, coupé de ses racines et embrigadé par la propagande officielle, ne parvient pas à dissimuler l'étouffement de toute vie intellectuelle et économique.

Comme le fascisme d'Antonescu avant lui, le régime communiste roumain en a bien tiré profit, en faisant payer le droit d'émigrer (comme pour les Allemands ou les Grecs de Roumanie) au prorata du niveau d'études ou de formation atteint... qui, chez les Juifs roumains, était généralement élevé. Entre fascisme et communisme, le judaïsme roumain a péri et n'est plus qu'un souvenir... mais encore bien vivant en Israël où plusieurs journaux et de nombreux livres paraissent en roumain.



Ioniță Horia, XI A, CN « ILC » Ploiești